

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 24 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

DERET LOGISTIQUE

580 rue du Champ Rouge
Zac des Vergers
45770 SARAN

Références : VAT20230005
Code AIOT : 0010008126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/11/2022 dans l'établissement DERET LOGISTIQUE implanté ZAC du Champ Rouge 45770 SARAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 02/11/2022 de l'établissement DERET Champ Rouge implanté au Nord du POLE 45 à Saran. Le présent rapport rend compte de cette visite. La présente visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale relative aux situations d'urgence dans les établissements Seveso

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERET LOGISTIQUE
- ZAC du Champ Rouge 45770 SARAN
- Code AIOT : 0010008126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement DERET Champ Rouge est une plateforme logistique relevant du statut SEVESO seuil haut en raison des produits susceptibles d'être stockés (nature et quantités maximales autorisées). L'exploitation est réglementée par des arrêtés ministériels et pas l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Exercice inopiné de gestion d'urgence incendie
- Contrôle du respect des dispositions des points 1 et 5 (pour partie) de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/09/2021.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Point n°6 - Documents à disposition des SDIS	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article Art. 7.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Point n°7 – Disponibilité du POI	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article Art. 7.23.3	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
8	Point n°8 - Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 50	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
9	Point n°9 – Etat des stocks public	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 50	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
10	Point 10 - Conditions de stockage	AP Complémentaire du 08/08/2019, articles 7.1.4, 8.4.4 et 8.4.5	AP de mise en demeure du 09/09/2021 suite à l'inspection du 04/08/2021	Astreinte	A compter de la date de notification de l'acte préfectoral

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point n°1 – SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 5	/	Sans objet
2	Point n°2 – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 5	/	Sans objet
3	Point n°3 – Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article Art. 7.23.1	/	Sans objet
4	Point n°4 – Adaptation du POI aux situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article Art. 7.23.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Point n°5 – Adaptation du POI aux situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article Art. 7.23.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a fait ressortir une bonne maîtrise des procédures et une bonne connaissance du site et de ses installations par le personnel de la société de surveillance en activité le jour du contrôle.

Des écarts récurrents persistent sur la gestion des stocks dans les cellules dédiées qui conduisent l'inspection à proposer des sanctions administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point n°1 – SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 5
Thème(s) : Risques accidentels, SGS : Gestion des situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 5. Gestion des situations d'urgence [...] des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - [...] - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : Un exercice de situation d'urgence inopiné a été organisé, hors heures ouvrées, à la demande de l'inspection des installations classées, afin d'évaluer l'efficacité des moyens en personnels et matériels mis en œuvre pour permettre le déclenchement sans retard du plan d'opération interne. L'exercice a été réalisé dans la nuit du mercredi 2 novembre au jeudi 3 novembre 2022. A chacun des intervenants mobilisés, l'inspecteur a demandé de décliner la procédure qu'il doit appliquer. Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cet exercice relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Point n°2 – Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Art. 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : Dans le cadre du présent exercice, une partie du personnel de la société de sécurité et de surveillance présent sur site lors du contrôle ont été interviewés. Le personnel a suivi une formation spécifique à l'établissement DERET couvrant l'ensemble des missions relative à la sécurité et à la sûreté de l'établissement. Le détail des éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cet exercice relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Point n°3 – Stratégie de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article Art. 7.23.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement de la stratégie de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations sans prendre en compte un éventuel recours aux moyens des services publics d'incendie et de secours. Les incendies visés précédemment sont ceux qui peuvent porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. [...] La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents, dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : Un exercice de situation d'urgence inopiné a été organisé, hors heures ouvrées, à la demande de l'inspection des installations classées, afin d'évaluation l'efficacité des moyens en personnels et matériels mis en œuvre pour de permettre le déclenchement sans retard du plan d'opération interne. L'exercice a été réalisé dans la nuit du mercredi 2 novembre au jeudi 3 novembre 2022. Il a été demandé à l'ensemble des opérateurs mobilisés dans la chaîne de remontée de l'alerte de jouer en réel la situation, en spécifiant à chaque fois qu'il s'agissait d'un exercice Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de cet exercice relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Point n°4 – Adaptation du POI aux situations d’urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article Art. 7.23.3
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers. [...] Il met en oeuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : Les éléments consignés par l'inspection sur le déroulé de l'exercice relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport. L'inspection relève que les moyens en personnels et matériels permettent le déclenchement sans retard du POI. Il est cependant relevé que selon le POI en vigueur, la décision de déclenchement appartient au Directeur Sécurité Environnement. En cas de difficulté à le joindre, le temps de déclenchement du POI pourrait être reporté. Dans le cas du présent exercice, il est relevé que les agents de sécurité ont pris la responsabilité de déclencher de leur propre initiative la procédure du POI. Or, selon le POI de l'établissement, le déclenchement du POI relève de la responsabilité du responsable sécurité, qui aurait dû être informé de cette situation par les agents de sécurité. Le doublement de la compétence pour déclencher le POI pourrait utilement être étudié par DERET.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Point n°5 – Adaptation du POI aux situations d’urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article Art. 7.23.3
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI.
Constats : Pas d'écart relevé
Observations : Dans le cadre du déroulé de l'exercice, l'inspection relève que l'opérateur vidéo s'est chargé de passer les appels téléphoniques pour informer les responsables de DERET et les services extérieurs en charge de l'autoroute A10 mitoyenne du site. L'ensemble des appels passés sont consignés avec les horaires et l'information si la personne a pu être contactée ou si un message vocal a été laissé. L'inspection relève une très bonne coordination et une entraide du personnel de la société OP SECURITE pour réaliser le plus rapidement possible l'ensemble des actions prévues pour la remontée d'alerte, la mise en sécurité du site et l'accueil des services d'intervention. Selon les informations consignées, l'appel du gestionnaire d'autoroute a été passé à 2h26 et celui au peloton de gendarmerie de Saran à 2h28, soit respectivement 34 min et 26 min après la simulation de déclenchement de l'alarme incendie. L'appel aux responsables de la société DERET a lui été effectué entre 2h09 et 2h22. L'exploitant pourrait utilement passer la consigne d'appeler en priorité les services en charge de sécuriser le réseau autoroutier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Point n°6 - Documents à disposition des SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article Art. 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accueil SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : <ul style="list-style-type: none">• des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;• des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan d'opération interne prévu au chapitre 7.23 du présent arrêté.
Constats : (C1) L'exploitant ne tient pas à disposition des services d'incendie et de secours des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie et des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux
Observations : Dans le cadre du présent contrôle, les éléments mis à disposition du SDIS dans le poste de commandement ont été vérifiés. Les éléments consignés par l'inspection sur le déroulé de l'exercice relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Point n°7 – Disponibilité du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article Art. 7.23.3
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement et au poste de garde, s'il est différent de celui-ci.
Constats : (C2) Absence de POI disponible au poste de commandement
Observations : L'inspection n'a pas trouvé d'exemplaire du POI dans le poste de commandement. L'exploitant doit veiller que le document présent en permanence soit à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks et localisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats : (C3) L'état des stocks est incomplet et n'est pas tenu à la disposition du SDIS en cas d'incendie</p>
<p>Observations : Les éléments consignés par l'inspection sur le déroulé de l'exercice relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p> <p>L'analyse de la conformité de l'état des stocks par rapport aux conditions réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2019 sont traitées au point 10.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Point n°9 – Etat des stocks public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : (C4) Pas d'état des stocks simplifié tenu à la disposition du Préfet
Observations : Dans le cadre du présent contrôle, l'inspection a demandé à avoir accès à l'état des stocks simplifié. Les agents de sécurité n'ont pas été en mesure de présenter ce document.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2019, article 7.1.4, 8.4.4 et 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation du stockage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé lors de l'inspection du 04/08/2021 ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/09/2021 :</p> <p>Article 1 – La société DERET exploitant une installation d'entrepôt logistique sise 580 rue du Champ Rouge sur la commune de SARAN est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.4.4, 8.4.5, 8.4.6, 8.4.7, 7.1.3, 7.1.4, 7.9, 7.14.2 7.15.1, 7.23, 7.23.3, 7.24.4 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2019 susvisé et de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ministériel dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Point 1 : cessant de stocker des liquides inflammables dans la cellule M3 abc. • Point 4 : adoptant une organisation permettant de disposer des informations lui permettant de connaître la nature et les risques liés à l'ensemble des produits avant réception au sein de son établissement, • Point 5 (pour partie) : cessant de stocker des liquides inflammables, des produits relevant de la rubrique 4510 dans des cellules ne pouvant recevoir ce type de produits.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.1.4 Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Article 8.4.4 Seules les cellules K1d, L4d, M3d et M5a peuvent être dédiées au stockage d'aérosols, relevant des rubriques 4320 et 4321.</p> <p>Article 8.4.5 Les cellules M3abc, M5bcd, K1abc et L4abc ne peuvent pas contenir de liquides combustibles ou inflammables (y compris ceux relevant des rubriques 4510, 4511 et 4755).</p>
<p>Constats : (C5) Les conditions de stockage des produits dangereux ne sont pas conformes. L'exploitant ne dispose pas des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations et stocks des liquides inflammables dans des cellules non autorisées et non aménagées pour maîtriser les risques spécifiques à ces substances</p>
<p>Observations : Les éléments consignés par l'inspection sur le déroulé de l'exercice relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</p> <p>Au terme du contrôle, l'inspection constate que les dispositions des articles 7.1.4, 8.4.4 et 8.4.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/08/2019, objet des points 1, 4 et 5 (pour partie) de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/08/2021, ne sont pas respectées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 30 jours